

### VIE DE L'IRSEM (p. 1)

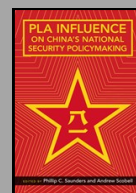
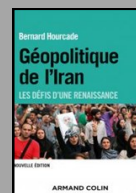
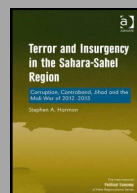
Evènements

Actualité des chercheurs

### VEILLE SCIENTIFIQUE (p. 5)

Forces armées occidentales, Russie, Moyen-Orient, Afrique, Asie, conflit et religion

### BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE (p. 9)



### À VENIR (p. 13)

## VIE DE L'IRSEM

### 29 août : visite du Commandant (Air) nigérien Hali-dou-Nouhou

Il a été reçu pour échanger sur la lutte contre le terrorisme et l'insécurité transfrontalière, la prévention des conflits armés, le maintien de la paix et la géopolitique de la région sahélienne. Cette visite s'inscrit dans le cadre du programme « Personnalités d'Avenir Défense ».



### 5 septembre : réunion de rentrée de l'IRSEM

A cette occasion, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, le nouveau directeur, a exposé ses ambitions pour l'IRSEM, également présentées dans la [Lettre spéciale du 15 septembre](#).



**14 septembre : visite du 40<sup>e</sup> régiment d'artillerie de Suippes**

Le 14 septembre 2016, cinq membres de l'IRSEM se sont rendus au VIP Day organisé par le 40<sup>e</sup> régiment d'artillerie au camp de Suippes. Cet évènement, destiné à renforcer le lien armées-nation et la connaissance mutuelle entre les différents services de la Défense, a réuni civils et militaires.

Suite à la présentation du régiment et des programmes de simulation MISTRAL et ATLAS, les visiteurs ont pu assister à plusieurs démonstrations de tirs réels : mortiers de 120mm, canon automoteur AUF1 de 155mm et canon CAESAR de 155mm. Une exposition des matériels majeurs du régiment leur a permis ensuite d'approcher les systèmes d'armes sol-air MISTRAL (défense antiaérienne à portée courte), le système MARTHA (maillage de radars tactiques pour la lutte contre les hélicoptères et les aéronefs) et le DRAC (drone de reconnaissance au contact).

**20 septembre : colloque *La guerre comme enjeu de politique publique***

L'IRSEM a co-organisé avec le CERSA (université Paris-2 Panthéon-Assas) un colloque sur *La guerre comme enjeu de politique publique*. Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, Sonia Le Gouriellec et Alice Pannier sont intervenus.



**29 septembre : visite du colonel-major Diarrassouba Bakary**

L'IRSEM a reçu le colonel-major Diarrassouba Bakary, directeur général des Affaires stratégiques de Côte d'Ivoire, afin d'échanger sur des sujets d'intérêt mutuel.



Crédit photos : Christian LANTENOIS



**Delphine ALLÈS**

- Chapitre « Les religions guident-elles encore la marche du monde? », in Bertrand Badie et Dominique Vidal (dir.), *Qui gouverne le monde ?*, La Découverte, 2016.

- Interview sur « [Choc des civilisations, histoire d'une théorie controversée](#) », France Culture, 31 juillet 2016.



**Michèle BATTESTI**

- Conférence « les blessures psychiques de guerre », lors du séminaire international sur *L'homme et la guerre*, organisé par le professeur Jean Baechler à la fondation des Treilles, 29 août - 3 septembre 2016.



**Flavien BOURRAT**

- Chapitre « La Tunisie après la transition politique; entre stagnation et désenchantement », in Bertrand Badie et Dominique Vidal (dir.), *RAMSES 2017 – Un monde de ruptures*, Dunod, septembre 2016.

- Conférence « Le Moyen Orient, un paysage stratégique en mutation », devant la 205<sup>e</sup> session régionale Politique de défense de l'IHEDN à Dijon, 30 septembre 2016.



**Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER**

- Article « [Ten Myths About the 2011 Intervention in Libya](#) », *The Washington Quarterly*, 39:2, 2016, p. 23-43.

- Article « [Diplomatie des armes autonomes : les débats de Genève](#) », *Politique étrangère*, 3:2016, p. 119-

130.

- Article « [Autonomous Weapon Diplomacy : The Geneva Debates](#) », *Ethics & International Affairs*, Online Exclusive, 27 septembre 2016.

- Recension du livre de John Bew, *Realpolitik: A History* (Oxford University Press, 2016), dans la *Revue française de science politique*, 66:3-4, 2016, p. 584-585.

- Conférence « Armed Drones, Targeted Killings, and Civilian Casualties », colloque international [The Role of Law in the Fight against International Terrorism](#), George Washington University School of Law et American Friends of the Hebrew University of Jerusalem, Washington D.C., États-Unis, 26 septembre 2016.



**Sonia LE GOURIELLEC**

- Article « [Des armées africaines de plus en plus engagées sur le continent](#) », *The Conversation*, 30 septembre 2016.

- Conférence « Le petit État de Djibouti : défis et limites d'une stratégie d'extraversion », [Congrès de l'IPSA \(International Political Science Association\)](#), Poznan, 23-28 juillet 2016.

- Conférence « La participation aux opérations de maintien de la paix, un enjeu de politique publique pour les États africains », lors de la journée d'études [La guerre comme enjeu de politique publique](#) organisée par l'AEGES, l'IRSEM et l'université Paris-2 Panthéon-Assas, 20 septembre 2016.

- Conférence « International versus regional hierarchies: the Ethiopia's Monroe Doctrine in the Horn of Africa », colloque de l'European Consortium for Political Research, Prague, 7-10 septembre 2016.



**Jérôme DE LESPINOIS**

- Conférence « Guerre aérienne et guerre totale » lors du séminaire international sur *L'homme et la guerre* organisé par le professeur Jean Baechler à la fondation des Treilles, 29 août - 3 septembre 2016.

- Participation au staff ride sur le débarquement en Normandie organisé par l'École de guerre, dans le cadre de son séminaire de rentrée, 23-25 août 2016.



**Marianne PÉRON-DOISE**

- Article « [L'éternel retour de la défense antimissiles en Asie du Nord](#) », *The Conversation*, 16 août 2016.

- Participation au colloque de Wilton Park, *Protecting Asia's rules based order: conflict prevention and capacity building*, 26-28 septembre 2016.

- Interview « manœuvres annuelles américano-sud-coréennes 'Ulchi Freedom' », *RFI*, 22 août 2016.





**Pierre RAZOUX**

- Article « L'opération Moked – La guerre aérienne des Six Jours », *Historia* hors-série n°31, septembre 2016.

- Conférence « Egypt : domestic politics, foreign policy and regional security », Institute for Global Studies de Rome, 21 septembre 2016.

- Conférence « La guerre aérienne et le mythe des As de l'aviation », 3<sup>e</sup> journée de solidarité du monde combattant de la Somme, 29 septembre 2016.

- Conférence « Le combat interarmes appliqué aux guerres israélo-arabes » et « Les fondamentaux de la guerre dans le désert », dans le cadre de la DESTIA et de la formation préliminaire à l'Ecole de Guerre, 8 et 22 septembre 2016.

- Rapporteur au jury de thèse de Ferhat Lacey, docteur à l'université Paul Valéry de Montpellier, sur *La diplomatie américaine dans le conflit israélo-palestinien de 1967 à 1979*, 13 septembre 2016.

- Interview « l'évolution des combats en Syrie », *RFI*, 6 août 2016.



**Elyamine SETTOUL**

- Article « [Les perdants radicaux](#) », [la nouvelle arme de Daech ?](#) », dans *Le Monde*, 14 septembre 2016, et dans *The Conversation*, 16 septembre 2016.



## VEILLE SCIENTIFIQUE

### FORCES ARMÉES OCCIDENTALES

Jesse Paul Lehrke, Rahel Schomaker, « [Kill, Capture, or Defend? The Effectiveness of Specific and General Counterterrorism Tactics Against the Global Threats of the Post-9/11](#) », *Security Studies*, 25:4, 2016, p. 729-762.

Jesse Paul Lehrke et Rahel Schomaker (du German Research Institute for Public Administration) examinent l'efficacité de la stratégie occidentale de lutte contre le terrorisme de 2001 à 2011. Pour ce faire, les auteurs analysent trois tactiques (éliminations ciblées, capture et « défense ») et en comparent l'efficacité en mobilisant des méthodes quantitatives et qualitatives.

Eitan Shamir, Eyal Ben-Ari, « [The Rise of Special Operations Forces: Generalized Specialization, Boundary Spanning and Military Autonomy](#) », *Journal of Strategic Studies*, 9 août 2016, p. 1-37.

Eitan Shamir (Bar Ilan University) et Eyal Ben-Ari (Kinneret Research Center on Peace, Security, and Society) cherchent à expliquer l'expansion des forces d'opérations spéciales (SOF) depuis une trentaine d'années en comparant des facteurs explicatifs externes et internes. Ils soulignent notamment le rôle d'« entrepreneurs » militaires au sein des forces armées dans l'expansion des SOFs.

Stephen Biddle, Ivan Oelrich, « [Future Warfare in the Western Pacific: Chinese Antiaccess/Area Denial, U.S. AirSea Battle, and Command of the Commons in East Asia](#) », *International Security*, 41:1, été 2016, p. 7-48.

Stephen Biddle (George Washington University) et Ivan Oelrich (Federation of American Scientists) s'attachent à contrer l'hypothèse selon laquelle les capacités de déni d'accès/déni de zone, développées par la Chine, lui permettent, ou permettront, de repousser efficacement les États-Unis hors du Pacifique occidental.

HM

James Griffith, Craig J. Bryan, « [Suicides in the U.S. Military: Birth Cohort Vulnerability and the All-Volunteer Force](#) », *Armed Forces and Society*, 1:18, juillet 2016.

Cet article traite des suicides dans les armées américaines, en prenant comme référence les thèses sociologiques de Durkheim. Dans les cohortes les plus ré-

centes, une augmentation du taux de suicides parmi les adolescents et les jeunes adultes peut être constatée. En outre, la taille des cohortes et le pourcentage des naissances hors mariage, deux indicateurs supposés d'une moindre intégration sociale et d'une faible régulation des comportements, donnent des prévisions relativement fiables des taux de suicide par intervalles d'âge à une période donnée. Les conséquences de cette tendance semblent encore plus visibles dans les armées américaines. On y trouve en effet un nombre plus importants de personnes à risques de comportements suicidaires, à savoir des hommes jeunes venant de cellules familiales non traditionnelles. Or, les armées professionnelles disposant d'un réservoir de candidats moins importants qu'à l'époque de l'armée de conscription, il semble que plus de recrues à risques servent aujourd'hui dans les armées américaines qu'auparavant. L'article développe ces différents points avant de proposer de nouvelles approches sur la manière de prendre en compte cette question, tant sur les volets recherches, que pratiques et politiques.

AP

### RUSSIE

Ekaterina Stepanova, « [La Russie a-t-elle une grande stratégie au Moyen-Orient ?](#) », *Politique étrangère* 2016/2, p. 23-35.

Dans un article, l'auteur défend l'idée selon laquelle la Russie est intervenue de manière unilatérale en Syrie pour imposer davantage de multilatéralisme. L'auteur estime qu'on aurait tort de surinterpréter les intentions russes : le Kremlin entendait ainsi faire la démonstration de ses capacités militaires afin de revenir dans le jeu diplomatique et de sortir de l'ornière dans laquelle la crise ukrainienne l'avait placé, mais il n'a, selon elle, ni l'ambition ni les moyens de « devenir une puissance hégémonique régionale alternative » au Moyen-Orient, ni même de projeter sa puissance au-delà de l'Eurasie. Ayant atteint les buts de guerre relativement limités qu'il s'était fixés, il a annoncé le retrait progressif de ses troupes. Il s'efforce à présent de capitaliser sur ce succès en déployant une diplomatie tous azimuts au Moyen-Orient, en jouant un rôle actif dans la résolution des conflits en Irak et au Yémen, notamment à l'ONU, et en se posant en médiateur entre l'Iran et l'Arabie saoudite.

Lors des dernières élections législatives du 18 septembre 2016, le parti au pouvoir Russie Unie a obtenu, avec 54,2% des voix, la majorité absolue (et constitutionnelle) à la Douma d'État, remportant 343 sièges sur 450. Le parti communiste KPRF de G. Ziouganov et le parti nationaliste LDPR de V. Jirinovski ont chacun obtenu un peu plus de 13% des suffrages. Quant au parti Russie Juste de S. Mironov (qui a présidé de 2001 à 2011 le Conseil de la Fédération de Russie, la chambre haute du parlement), il arrive en quatrième position avec 6,2% des voix. Ces trois partis appartiennent à l'opposition dite institutionnelle ; ils ont soutenu l'annexion de la Crimée par la Russie et le nouveau cours de la politique étrangère russe. Les observateurs politiques ont été nombreux à noter la grande faiblesse des scores obtenus par les partis de l'opposition libérale et démocratique de centre droit et de centre gauche, comme Parnas et Iabloko, ainsi que la baisse marquée du taux de participation, attribuant cette hausse de l'abstention à la désaffection croissante de la population russe pour le système politique. Dans un article d'Andreï Kolesnikov et Boris Makarenko, « [Another Rubber Stamp Duma ?](#) », *Carnegie Moscow Center*, 6 septembre 2016, les auteurs reviennent sur les intrigues de la campagne et les implications politiques de ces élections.

Les élections législatives étant passées, se posent à présent la question des élections présidentielles et plus généralement celle de la succession du Président Poutine et de la pérennité du régime à moyen terme. S'il fait peu de doute que V. Poutine, né en 1952, se présentera pour un nouveau mandat en 2018, les spéculations vont bon train concernant les élections présidentielles de 2024. Dans cet article de Vladislav Inozemtsev, en russe, « [La Russie à l'orée des années 2020](#) », *Vedomosti*, 18 septembre 2016, l'auteur souligne le rôle central joué par Viatcheslav Volodin, premier vice-chef de l'Administration présidentielle de décembre 2011 à octobre 2016. Il décrit Volodin comme « un fidèle soldat » du président et comme une personne ayant « le statut de figure influente dans le monde des siloviki (ministères de la force) et des fonctionnaires du système judiciaire », tout en jouissant du « respect de politiciens et d'activistes démocrates et libéraux ». Il souligne l'entregent, l'influence et le charisme dont Volodin peut se prévaloir, ainsi que sa maîtrise des arcanes du système, considérant que ce sont autant d'atouts qui lui permettront, le moment venu, de se poser en dauphin : c'est Volodin qui aurait « approuvé la liste des candidats à la députation de la nouvelle Douma d'État, y compris pour les partis qui n'avaient aucune chance

d'y entrer » ; c'est lui qui tirerait les ficelles au sein de Russie Unie, bien que le parti au pouvoir soit officiellement dirigé par le Premier ministre Medvedev ; enfin, c'est lui qui a chapeauté le processus de nomination des gouverneurs de région au cours des cinq dernières années. Partant du principe que le futur prétendant ne sera pas « un opposant enflammé, mais un homme connaissant parfaitement le fonctionnement du système politique actuel et étant en capacité de l'adapter aux défis et missions à venir », Inozemtsev estime que Volodin, âgé de 52 ans, correspond le mieux au profil récemment décrit par V. Poutine qui déclarait que « le futur leader devrait être un homme assez jeune, mais déjà mûr ». Depuis la publication de cet article, le président russe a annoncé qu'il souhaitait que Volodine devienne Président de la Douma d'État en remplacement de Sergueï Narychkine. Il devrait prendre ses fonctions le 5 octobre 2016.

CM

## MOYEN-ORIENT

L'IFRI vient de publier en anglais une étude très intéressante sur l'évolution du rapport des forces militaires conventionnelles et non conventionnelles au Moyen-Orient : Ron Tira, « [The Future Middle-East Strategic Balance: Conventional and Unconventional Sources of Unstability](#) », IFRI, *Proliferation Papers* n° 56, septembre 2016.

Cette étude, rédigée par le LCL de réserve israélien Ron Tira, spécialiste des questions militaires, ancien pilote de chasse et auteur du livre *The Nature of War: Conflicting Paradigms and Israeli Military Effectiveness*, nous projette dans un horizon de 5 à 10 ans, identifiant les futures lignes de fracture et les sources de rivalité régionale. Elle s'intéresse également à la notion d'efficacité militaire et analyse les paradigmes militaires des principaux acteurs régionaux. Pour lui, la stratégie de seuil de l'Iran sur le dossier nucléaire a de fortes chances de pousser les États sunnites les plus puissants (Turquie, Arabie saoudite et Égypte) dans une course à la prolifération nucléaire, lorsque sera passée la période probatoire de 15 ans, poussant ces derniers à développer des programmes chimiques, biologiques et radiologiques en attendant.

Le Begin-Sadat Center for Strategic Studies de Tel-Aviv vient de publier une note : Eran Lerman, « [The Game of Camps: Ideological Fault Lines in the Wreckage of the Arab State System](#) », *Begin-Sadat Center for Strategic Studies*, étude n° 124, 21 septembre 2016.

Cette étude de 53 pages, rédigée par le colonel de réserve israélien Eran Lerman (titulaire d'un doctorat de la *London School of Economics*, ancien officier supérieur du renseignement militaire et ancien conseiller diplomatique adjoint au Conseil de sécurité nationale d'Israël), analyse les interactions entre les quatre acteurs suivants au Moyen-Orient : l'Iran et ses alliés, l'Etat islamique (Daech), les Frères musulmans et le camp des pays arabes prônant la stabilité et qui inclut, selon lui, les monarchies du Golfe, la Jordanie, l'Égypte, la Tunisie et le Maroc. Il associe également à ce dernier acteur les peshmergas kurdes. Sa conclusion est qu'Israël a tout intérêt à se rapprocher et à collaborer avec ce dernier camp pour tenir à distance l'Iran, les Frères musulmans et les djihadistes. On peut toutefois s'étonner qu'il n'aborde pas le dossier palestinien dont la résolution serait pourtant de nature à resserrer les liens entre Israël et le camp des pays arabes modérés.

Le SWP allemand vient, pour sa part, de publier une étude : Lidia Averbukh, « [Non-Jewish Minorities and Their Access to Israeli Citizenship – Demographic Threat Perceptions and Ensuing State Strategies](#) », *German Institute for International and Security Affairs*, SWP Comments 2016/C 43, septembre 2016, 8 pages. Cette étude est consacrée aux minorités non-juives en Israël. L'auteur part du résultat du dernier recensement israélien publié en mai 2016, constatant que la population israélienne (8,5 millions aujourd'hui) avait été multipliée par dix depuis l'indépendance de 1948. Elle analyse l'apport des minorités non-juives, mais aussi les discriminations qui les touchent, qu'il s'agisse des citoyens arabes, druzes, bédouins, mais aussi des différentes vagues de travailleurs immigrés et de réfugiés venus d'Afrique.

PR

## AFRIQUE

Nicolas Courtin (dir.), « [Comprendre Boko Haram](#) », *Afrique contemporaine*, 255, 2015/3, p. 13-120. Boko Haram, rebaptisé Islamic State's West Africa (ISWA) depuis son allégeance à Daech, sort de son cadre local initial et projette une violence armée désormais régionale, du Nigeria au Niger, du Tchad au Cameroun. Comment comprendre et analyser ce phénomène social, religieux et politique ? *Afrique contemporaine* a donné carte blanche à quatre chercheurs pour décrypter la nature, l'histoire, la sociologie et les stratégies discursives et opérationnelles de ce groupe

armé. Les auteurs repensent Boko Haram et offrent ici la primeur de leurs résultats de recherche. Élodie Apard étudie les prêches de Mohammed Yusuf et les messages vidéo d'Abubakar Shekau. Marc-Antoine Pérouse de Montclos déconstruit les représentations du péril « terroriste » d'hier à aujourd'hui dans le nord du Nigeria. Christian Seignobos propose une géographie et une anthropologie de la région du lac Tchad. Corentin Cohen dépasse l'impossibilité d'une sociologie politique du groupe armé grâce à des enquêtes de terrain inédites. Par ailleurs, Dangbet Zakinet a suivi les pasteurs transhumants dans la région du Batha au Tchad et analyse les questions d'agropastoralisme et de sécurité au cœur de l'actualité dans l'espace sahélosaharien. »

Fabrizio Carmignani et Parvinder Kler « [The geographical spillover of armed conflict in Sub-Saharan Africa](#) », *Economic System*, 40:1, 2016, p. 109-119.

La diffusion transfrontalière des conflits serait-elle plus élevée en Afrique subsaharienne qu'ailleurs ? Pour répondre à cette question, l'article étudie l'évolution des guerres civiles en comparant l'Afrique subsaharienne avec le reste du monde. Il démontre qu'un Etat voisin en guerre augmente la probabilité d'une guerre civile d'au moins 1%. L'effet de diffusion dans le reste du monde est trois fois moins élevé qu'en Afrique subsaharienne. L'article avance l'hypothèse d'un lien entre les flux de réfugiés entrants, la séparation artificielle des groupes ethniques et la diffusion des conflits.

SLG

## ASIE

### Japon et péninsule coréenne

L'Afrique reste au cœur de la politique d'aide au développement du Japon ainsi que l'a démontré la 6e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD), organisée les 27 et 28 août 2016 au Kenya. Cette 6e édition marque un tournant en se tenant pour la première fois sur le sol africain et en raison de son ouverture sur le secteur privé. Jusqu'à présent, la politique japonaise en direction de l'Afrique reposait en priorité sur des investissements étatiques et sur la traditionnelle aide au développement. Le Premier ministre Abe s'est donc entouré de chefs d'entreprise et de représentants du secteur privé lors de son déplacement à Nairobi.



Yun Sun, « [Rising Sino-Japanese competition in Africa](#) », Brookings, 31 août 2016.

Comme l'explique cet article, les arrière-pensées stratégiques restent cependant très présentes. Avec la TICAD, Tokyo cherche à sécuriser son accès aux voies d'approvisionnement en pétrole et en gaz naturel devenues cruciales depuis la catastrophe de Fukushima. Par ailleurs, la politique africaine de l'archipel est toujours liée à l'ambition japonaise de disposer d'un siège de membre permanent du Conseil de sécurité et de pouvoir s'appuyer sur les 54 États africains siégeant à l'ONU. Enfin, Tokyo s'efforce de ne pas se laisser distancer par la Chine sur le continent. En 2015, les échanges commerciaux avec l'Afrique s'élevaient à 24 milliards pour le Japon et à 179 milliards pour la Chine. Celle-ci avec la création de la FOFAC, le Forum pour la Coopération Chine-Afrique, la FOFAC, créé en 2000 s'est vite imposée notamment en ne liant son aide à aucune conditionnalité politique.

Peter Fabricius, « [China and Japan: walking in each other's footsteps](#) », Brookings, 31 août 2016.

Vue d'Afrique et selon ce chercheur, cette compétition est bénéfique, pour peu que le continent sache en retirer le maximum de profit. Pour autant, il ne doit pas être dupe des desseins géopolitiques présents derrière les discours des deux puissances asiatiques concurrentes. Au-delà d'une aide au développement et d'une dynamique commerciale qui facilite l'accès de Pékin comme de Tokyo aux ressources africaines, il y a une intense bataille d'influence. Ainsi le plaidoyer du Premier ministre Abe au Kenya en faveur du maintien de lignes de communication maritimes ouvertes et libres peut se lire comme une critique implicite de l'attitude unilatérale de la Chine dans sa gestion des conflits maritime avec le Japon et d'autres pays en mer de l'Est et en mer de Chine du Sud. On peut aussi y percevoir une mise en garde du Premier ministre japonais alors que Pékin a choisi l'Afrique de l'Est en établissant sa première base militaire à l'étranger à Djibouti. Tokyo, qui utilise les installations de Djibouti pour ses unités engagées dans la lutte contre la piraterie dans l'océan Indien, y voit en effet le premier pas vers une présence permanente de la marine chinoise dans l'océan Indien.

MPD

### Tensions en mer de Chine

Xue Gong, « [Chinese Corporate Players in the South China Sea: Complicating the Disputes](#) », *RSIS*, 14 septembre 2016.

Cette étude montre que depuis la décision du tribunal arbitral spécial sur l'affaire introduite par les Philippines contre la Chine dans le différend sur la mer de Chine méridionale, la Chine a fermement tenu les « 4 nons » : pas de participation, pas d'accord, pas de reconnaissance et pas d'application sur le terrain. De nombreux analystes ont tenté d'interpréter la réaction de la Chine à l'arbitrage du point de vue de la politique de sécurité régionale de Pékin. Selon Xue Gong, l'étude du rôle des acteurs économiques chinois, dont bon nombre reste des entreprises d'État, n'était pas suffisamment traitée. Explorer le rôle de ces entreprises publiques chinoises contribue à enrichir notre compréhension du comportement de la Chine dans le conflit.

Daniel Schaeffer, « [Lettre ASIE 21, numéro spécial Arbitrage Mer de Chine du Sud](#) », *Futurible*, septembre 2016.

Dans ce hors-série, Daniel Schaeffer présente une série d'articles dans lesquels il analyse par poste l'essentiel des rendus de la Cour permanente d'arbitrage (CPA) de La Haye dans l'affaire « Philippines contre Chine » suite à la plainte déposée par Manille le 22 janvier 2013. Ce dossier dépasse la confrontation sino-philippine pour examiner quelles peuvent être, au plan international, les conséquences induites d'un jugement qui établit désormais une nouvelle jurisprudence.

BDT

## CONFLIT ET RELIGION

Matthew Isaac, « [Sacred violence or strategic faith? Disentangling the relationship between religion and violence in armed conflict](#) », *Journal of Peace Research*, 53:2, 2016, p. 211-225.

Pourquoi les conflits religieux sont-ils plus violents que les conflits non religieux? Les travaux sur le sujet défendent la thèse que la religion incite les partisans à la violence. Néanmoins, la recherche existante témoigne de problèmes généralisés concernant la validité de mesure et n'admet pas la possibilité d'une relation endogène entre religion et violence. Le présent article développe une mesure plus précise de l'importance du rôle de la religion dans le conflit en s'appuyant sur le discours religieux employé par des organisations politiques et analysant les données des discours de 495 organisations à travers le monde entre 1970 et 2012. Les conclusions suggèrent que les acteurs de la



violence adoptent un discours religieux afin de résoudre les défis logistiques associés à la violence, dont l'accès à la mobilisation des ressources et le recrutement et la rétention des membres. Cet article nourrit l'étude des conflits religieux en fournissant des preuves d'endogénéité dans la relation entre la religion et la violence et en surlignant la nécessité de mesures temporellement sensibles de mobilisation religieuse.

Shane Joshua Barter, Ian Zatzkin-Osborn, « [Shrouded: Islam, war, and holy war in Southeast Asia](#) », *Journal for the scientific study of religion*, 53:1, 2016, p. 187-201.

Comment peut-on évaluer la religiosité d'un conflit ? On identifie trois approches dominantes : la citation des textes sacrés, la citation des chefs militants et la quantification des divisions religieuses. Si chaque approche apporte des contributions précieuses, aucune ne nous aide à comprendre le degré auquel un tel conflit serait interprété comme sacré par les communautés musulmanes. S'appuyant sur un travail de terrain étudiant trois conflits sécessionnistes en Asie du Sud-Est, cet article offre une série d'indicateurs empiriques du conflit religieux : le blason religieux des chefs rebelles, les réseaux de recrutement, le discours public et les pratiques d'obsèques. Il offre ainsi une nouvelle perception de la compréhension de la religiosité du point de vue interne.

Isak Svensson, « [Conceptualizing the religious dimensions of armed conflicts: a response to 'Shrouded: Islam, war, and holy war in Southeast Asia](#) », *Journal for the scientific study of religion*, 55:1, 2016, p. 185-189.

Cet article est une réponse à l'article de Ian Barter et Zatzkin-Osborn ci-dessus. Le point de désaccord principal concerne leur critique opérationnelle et méthodologique. L'échange traite plus généralement de la manière dont on conceptualise et mesure les dimensions religieuses des conflits armés. De plus, il met l'accent sur l'importance d'un pluralisme méthodologique dans l'étude de la religion et le conflit.

Shane Joshua Barter, Ian Zatzkin-Osborn, « [Measuring religion in war: a response](#) », *Journal for the scientific study of religion*, 55:1, 2016, p. 190-193.

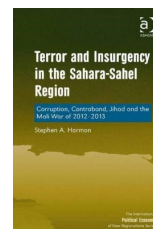
Cet article est une réponse à la réaction d'Isak Svensson ci-dessus.

DA

## BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE

### ***Terror & Insurgency in the Sahara-Sahel Region: Corruption, Contraband, Jihad and the Mali War of 2012-2013***

Stephen A. Harmon, Routledge, 2016, 273 p.



Depuis l'avènement du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) en Algérie dans les années 1990, l'enracinement progressif du djihadisme dans l'espace sahélo-saharien est un phénomène qui a fait l'objet de nombreuses publications scientifiques. Pour autant, Stephen A. Harmon, professeur d'histoire à la *Pittsburg State University* et auteur de plusieurs publications sur l'islam radical dans l'ancien espace colonial français, parvient à réaliser un ouvrage de référence sur les enjeux actuels qui traversent la bande sahélo-saharienne (BSS) à l'aune des multiples évolutions qu'a connu cet ensemble géographique au cours du XX<sup>e</sup> siècle et en ce début tourmenté de XXI<sup>e</sup>.

Si le déclenchement de la crise malienne est à l'origine de la démarche de l'auteur, le chapitre qui lui est nommément consacré figure néanmoins à la fin de l'ouvrage car ce dernier porte autant sur les racines profondes du conflit que sur son déroulé chronologique.

Ainsi, à travers le changement de temporalité et de focale, l'analyse produite par Stephen Harmon permet une compréhension large des phénomènes terroriste et insurrectionnel dans l'ensemble de cette vague région qu'il délimite comme partant du sud algéro-libyen et allant jusqu'au nord du Nigeria où sévit la secte meurtrière de Boko Haram.

Au fil des chapitres, l'auteur aborde de nombreux thèmes qu'il considère comme communs aux différents pays confrontés aux groupes terroristes et insurrectionnels, à savoir une contrebande transfrontalière, les difficultés liées à la construction des États post-coloniaux, l'influence de l'Islam dans les processus de construction de ces jeunes États et la propagation des mouvements islamistes radicaux.

Du haut de ses nombreuses années de recherche portant sur l'islam radical, l'auteur apporte des éclairages précieux sur le rôle des confréries soufistes dans l'expansion de l'Islam en Afrique de l'ouest et leur opposition dans un premier temps aux imams wahhabites, financés par l'Arabie saoudite dès les années 1950, qui prônaient une idéologie salafiste, puis par la suite aux groupes djihadistes nationaux prônant l'instauration de la charia et la proclamation d'un État islamique au Mali ou en Algérie ou à des groupes affiliés à Al Qaïda engagés dans le djihad global.

Cet ouvrage, publié en 2014, ne prend naturellement pas en compte les derniers développements géopolitiques qu'a connus la région depuis lors, notamment la propagation de Daesh en Libye puis au Nigeria avec l'allégeance de l'insurrection de Boko Haram à Abou Bakr al-Baghdadi, calife autoproclamé de Daesh. Pour autant, ce serait une erreur de le considérer comme obsolète tant il contient des éléments d'analyse pertinents qui aideront aussi bien les lecteurs novices que les chercheurs confirmés.

En dehors de certaines cartes rudimentaires des pays évoqués localisant les principales villes, on ne peut que regretter le manque de cartes d'analyse alors qu'un nombre incalculable d'informations cartographiques sont présentes dans l'ouvrage. Elles auraient incontestablement aidé à la compréhension de certains phénomènes complexes.

Par ailleurs, l'ouvrage constitue un canevas particulièrement utiles aux jeunes chercheurs s'intéressant aux thématiques sahélo-sahariennes dans la mesure où l'auteur évoque les difficultés méthodologiques auxquelles est confrontée la communauté scientifique.

**Nicolas DESGRAIS**

### **PLA Influence on China's National Security Policymaking**

Phillip C. Saunders and Andrew Scobell (eds.), Stanford University Press, 2015, 346 p.



*PLA Influence on China's National Security Policymaking* réactive un vieux débat universitaire : la question

des rapports civilo-militaires en Chine. Les directeurs de cet ouvrage collectif, Phillip C. Saunders et Andrew Scobell, sont affiliés respectivement à la National Defense University et à la RAND corporation, deux institutions très proches du gouvernement américain. Les auteurs proviennent également tous d'instituts de recherche américains. A la lumière des tensions militaires croissantes entre les Etats-Unis et la Chine, la définition des rapports civil-militaires en Chine prend donc un nouveau relief. Saunders et Scobell organisent le livre en trois volets : les interactions au sein de l'appareil d'Etat, le rôle que l'Armée Populaire de Libération (APL) joue dans la formulation de la politique étrangère et dans la gestion de crise et enfin la marge de manœuvre qu'a pu avoir l'APL dans le règlement récent de conflits territoriaux.

L'intérêt du livre tient à l'attention que portent les auteurs, fins connaisseurs de l'APL, au détail lorsqu'ils expliquent le fonctionnement des institutions au sein desquelles l'APL interagit avec le parti communiste au pouvoir. Alice Miller, en particulier, propose une conclusion assez novatrice. D'après elle, le parti-Etat a mis en place, au cours des trente dernières années, un système efficace de contrôle des élites militaires qui se sont aujourd'hui professionnalisées. Cette conclusion met fin à quarante ans de discussions universitaires qui décrivaient l'APL comme la garde prétorienne du parti plutôt que comme une véritable armée nationale au service de l'Etat.

L'autre grande qualité de l'ouvrage relève de la mise en situation. Plusieurs auteurs analysent la marge de manœuvre que détient l'APL dans des contextes précis, tels que la politique chinoise vis-à-vis de Taiwan, les conflits territoriaux ou la gestion de la sécurité maritime. Bonnie Glaser, Taylor Fravel et Linda Jakobson peignent ainsi respectivement le tableau des priorités stratégiques de la Chine : garder Taiwan dans son giron, régler les différends territoriaux et garantir la sécurité maritime. Pour chacune, les auteurs soulignent l'autorité que maintient le parti sur l'armée. Même si l'influence de celle-ci dans les domaines les plus brûlants est importante, elle s'exerce dans un cadre bureaucratique qui a fait ses preuves. En filigrane, la thèse d'Alice Miller est donc confirmée par l'analyse des crises sécuritaires auxquelles la Chine fait face : la structure du parti s'est montrée assez flexible pour coordonner la politique de défense, sous l'égide de la Commission Militaire Centrale.

A l'heure où la puissance militaire chinoise est de plus en plus visible et menace de changer l'équilibre de l'Asie, les analyses proposées ici ont le grand mérite

d'apporter une perspective historique, indispensable pour comprendre la fabrique du discours sur la sécurité nationale, devenu central sous Xi Jinping.

*Juliette GENEVAZ*

### **Sociétés civiles d'Asie du Sud-Est continentale : entre pilotage d'Etat et initiatives citoyennes**

Bernard Formoso (dir.), ENS Editions, 2016, 288 p.



Cet ouvrage, sous la direction de Bernard Formoso, professeur d'anthropologie à l'université de Nanterre, analyse l'affirmation des sociétés civiles en Birmanie, au Cambodge, en Malaisie et en Thaïlande.

Les auteurs de ce travail montrent qu'un principe de hiérarchie dans les sociétés civiles classiques thaïlandaise, birmane et cambodgienne continue d'opposer sur le plan politique des citoyens riches en capital social à d'autres, faiblement pourvus et qui se retrouvent stigmatisés et fragilisés par les élites de pouvoir. Cette verticalité de la société civile, qui se traduit par l'existence d'une masse populaire placée en bas de l'échelle sociale et dont l'opinion n'est pas entendue, fait considérablement obstacle à la liberté et à l'égalité d'expression. Les auteurs ajoutent que malgré une volonté d'émancipation, ces sociétés d'Asie du Sud-Est semblent mues par un projet inconscient de conservation. Dans les cas de la Thaïlande, de la Birmanie et du Cambodge les auteurs identifient les moines bouddhistes comme les seuls agents à même d'agir à contre-courant de ces prédéterminations. Ces derniers s'attaquent aux dérives du système mais ne contestent pas l'hégémonie de l'État, préférant veiller à la stabilité d'un ordre sociopolitique hiérarchisé.

Les sociétés civiles des pays considérés subissent donc une forte emprise des élites traditionnelles. Au Cambodge comme en Malaisie, l'État pilote la société en créant de nombreuses organisations relais dirigées par des figures proéminentes du régime. Le recrutement de ces organisations est souvent clientéliste, et n'offre guère la possibilité de faire pression sur le pouvoir en place. Les sociétés civiles d'Asie du Sud-Est sont égale-

ment étouffées par une économie politique de gratification et de soumission. À titre d'exemple, Carine Jaquet, chercheuse associée à l'IRASEC, montre que l'adhésion aux organisations birmanes contrôlées par l'État permet d'accéder à des opportunités éducatives ou professionnelles. Or les mouvements contestataires transcendant les clivages ethnico-religieux de ces pays sont encore trop ponctuels pour pousser à l'adoption de réformes de fond.

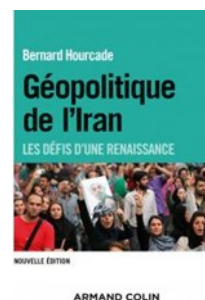
Ce livre consacre enfin de larges développements au rôle joué par les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), dont le plus grand nombre d'utilisateurs est recensé dans les pays d'Asie du Sud-Est. En Malaisie, où plus de 70% de la population est connectée à internet, Bernard Formoso explique que les réseaux sociaux apparaissent comme des outils permettant de contrer la propagande officielle du régime. Dans les cas de la Thaïlande et de la Birmanie, ils offrent aux jeunes urbains frustrés par le poids des traditions la possibilité de s'exprimer sans contrainte. Toutefois, Virginie André, chercheuse associée à l'Alfred Deakin Research Institute on Citizenship and Globalisation, estime que si l'émergence des NTIC a contribué à l'éveil civique de certains jeunes, elle a également exacerbé les haines intercommunautaires et servi les visées consuméristes de l'économie de marché.

En conclusion, ce travail montre que les modes d'actions citoyens importés d'Occident ne s'affirment pas directement dans cette région du monde où gouverner la société est de longue date le monopole d'une élite traditionnelle qui s'estime toujours supérieure.

*Canelle BEUZE*

### **Géopolitique de l'Iran, les défis d'une renaissance**

Bernard Hourcade, Armand Colin, 2016, 336 p.



L'Accord sur le programme nucléaire signé à Vienne le 14 juillet 2015, entré en vigueur le 16 janvier 2016, a marqué concrètement la levée des sanctions écono-



miques sur l'Iran et a caractérisé symboliquement la fin de la mise à l'écart politique de la République islamique. Cet évènement de portée considérable justifiait la publication d'une deuxième édition de l'ouvrage de Bernard Hourcade, intégrant une actualisation de sa réflexion sur l'Iran au prisme de ces changements.

Ancien directeur de l'Institut français de recherche en Iran et de l'équipe de recherche Monde iranien, aujourd'hui directeur de recherche émérite au CNRS, Bernard Hourcade propose une lecture optimiste de l'avenir de ce pays à la suite des Accords de Vienne : « Le XIX<sup>e</sup> siècle vit la fin de la Perse, un *no man's land* abandonné entre les Empires britannique, ottoman et russe. Le XX<sup>e</sup> siècle fut celui de la naissance de l'Iran avec le despotisme éclairé des Pahlavi. Le XXI<sup>e</sup> siècle pourrait être celui de la renaissance de l'Iran et surtout des Iraniens ».

Certes, le potentiel de l'Iran est considérable. L'auteur le présente dans la première partie de son ouvrage (« Les moyens d'une renaissance ») en mettant en évidence les principales caractéristiques historiques, géographiques, culturelles et politiques de ce pays. Héritier d'une longue histoire politique, doté d'un territoire riche en hydrocarbures et peuplé de près de 80 millions d'habitants présentant un bon niveau de formation, l'Iran dispose en effet de ressources considérables.

Mais l'Iran doit également relever un certain nombre de défis s'il veut prétendre à une position nouvelle dans l'ordre mondial. Bernard Hourcade en identifie trois principaux. D'abord, la République islamique doit relever un défi intérieur, en assurant une certaine libéralisation de l'économie et l'octroi de davantage de libertés publiques sans mettre en péril la cohésion nationale. Ensuite, l'Iran doit construire sa nouvelle place de puissance régionale et parvenir, pour ce faire, à un *modus vivendi* avec le rival saoudien. Enfin, le troisième défi est global. L'Iran doit repenser certains pans de sa politique étrangère pour s'insérer efficacement dans les réseaux de la mondialisation. Cette triade se retrouve dans les trois axes de la politique étrangère iranienne identifiés par l'auteur dans sa deuxième partie (« Un nouvel acteur régional et international ») : « l'axe des républiques », pour la stabilité intérieure ; « l'axe des monarchies pétrolières et du monde musulman », pour l'ambition régionale ; « les mondes du XXI<sup>e</sup> siècle », pour l'insertion dans les réseaux politiques et économiques mondiaux.

Ainsi, le propos de Bernard Hourcade, s'il peut être

interprété comme optimiste à certains égards, est bien davantage un exposé magistral des paradoxes et des contradictions d'une société iranienne confrontée à des choix décisifs. Cet ouvrage de référence fournit des pistes de réflexion pour penser la résolution de ces contradictions. Les « chemins de la renaissance iranienne », pour reprendre l'intitulé de la conclusion générale de l'auteur, trouveraient leur point départ dans cette dialectique.

**Hugo DELCHER**

## À VENIR

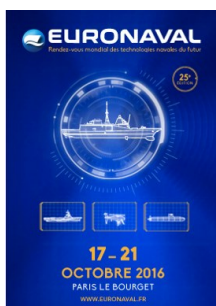
**5-6 octobre : colloque international *Les nouveaux visages des armées africaines*.** Il se tiendra à l'École militaire. Inscriptions et programme en ligne [sur Internet](#) et [sur Intradef](#). Traduction simultanée en français et en anglais.

**18 octobre : séminaire co-organisé par l'IRSEM et l'ASAN Institute for Policy Studies**, sur *Xi Jinping's China Facing Northeast and Southeast Asia*, à Séoul (Corée du sud).



**17-21 octobre 2016 : Salon Euronaval.** L'IRSEM y présentera son activité et ses publications.

**29 novembre : colloque international *Où va l'Iran ?*,** co-organisé par l'IRSEM, l'université Paris VIII et l'Institut français de géopolitique (IFG), École militaire.



Crédit photo : Ministère de la Défense, ECPAD